

**Projet de Décret n° 2010-1664 du 29 décembre 2010 modifié
relatif aux certificats d'économies d'énergie**

Version pour entrée en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2015

Chapitre Ier : Délivrance des certificats d'économies d'énergie

Article 1^{er}

Les opérations correspondant au seul respect de la réglementation en vigueur au 1^{er} janvier 2015 ne donnent pas lieu à délivrance de certificats d'économies d'énergie.

Article 2

Les actions qui peuvent donner lieu à la délivrance de certificats d'économies d'énergie sont :

- la réalisation d'opérations standardisées définies par arrêté du ministre chargé de l'énergie et assorties d'une valeur forfaitaire d'économies d'énergie déterminée par rapport à la situation de référence de performance énergétique définie au deuxième alinéa de l'article 3 ;
- la réalisation d'opérations spécifiques, lorsque l'action n'entre pas dans le champ d'une opération standardisée ;
- la contribution aux programmes mentionnés au deuxième alinéa de l'article L.221-7 du code de l'énergie.

Une demande de certificats d'économies d'énergie ne peut porter que sur des actions achevées moins d'un an avant la date de cette demande.

Une opération d'économies d'énergie ne peut donner lieu à plusieurs délivrances de certificats d'économies d'énergie.

Article 3

Le montant des certificats d'économies d'énergie attribués à une opération correspond à la somme des économies d'énergie annuelles réalisées durant la durée de vie du produit ou la durée d'exécution du contrat de service. Ce montant est exprimé en kilowattheures d'énergie finale. Les économies d'énergie réalisées au cours des années suivant la première année de vie du produit ou d'exécution du contrat de service sont calculées au moyen de coefficients de pondération dégressifs arrêtés par le ministre chargé de l'énergie.

La situation de référence de performance énergétique utilisée pour le calcul des certificats d'économies d'énergie correspond à l'état technique et économique du marché du produit ou du service à la date la plus récente pour laquelle des données sont disponibles, ou aux exigences de performance imposées par la réglementation en vigueur lorsque les dernières données connues pour le marché n'intègrent pas les effets d'une réglementation. Dans le cas de travaux d'amélioration de la performance thermique de l'enveloppe d'un bâtiment existant, la situation de référence de performance énergétique prend en compte l'état global du parc immobilier de même nature et le niveau de performance des matériaux ou équipements mis en œuvre à la date la plus récente pour laquelle des données sont disponibles.

Lorsqu'une personne engage des actions dans le cadre d'une opération spécifique visant à réaliser des économies d'énergie, celles-ci ne peuvent être prises en compte pour la délivrance de certificats d'économies d'énergie que si les économies réalisées ne compensent le coût de l'investissement qu'après plus de trois ans.

Le montant des certificats d'économies d'énergie peut être pondéré, le cas échéant, en fonction de la

nature des bénéficiaires des économies d'énergie, de la nature des actions d'économies d'énergie et de la situation énergétique de la zone géographique où les économies sont réalisées, dans des conditions arrêtées par le ministre chargé de l'énergie.

Article 4

Les actions prévues au troisième alinéa de l'article L.221-7 du code de l'énergie peuvent donner lieu à la délivrance de certificats d'économies d'énergie si elles n'ont pas bénéficié d'une aide à l'investissement de la part de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, notamment dans le cadre du fonds de soutien au développement de la production et de la distribution de chaleur d'origine renouvelable tel que prévu au IV de l'article 19 de la loi du 3 août 2009 susvisée.

Le montant des certificats attribués pour chaque opération est déterminé conformément aux dispositions de l'article 3.

Article 5

L'agrément d'un plan d'action délivré au plus tard le 31 décembre 2014 :

- n'est pas valable pour des opérations engagées à partir du 1^{er} janvier 2015 ;
- est abrogé au 1^{er} janvier 2016. Par dérogation, le ministre chargé de l'énergie peut prévoir par arrêté des conditions particulières d'application de cette disposition pour les opérations standardisées de longue durée.

Le ministre chargé de l'énergie peut, à la demande du titulaire de l'agrément ou à sa propre initiative, modifier les dispositions de l'agrément.

Article 6

La demande de certificats d'économies d'énergie est adressée au ministre chargé de l'énergie.

La demande est accompagnée d'un dossier comportant les pièces dont la liste est arrêtée par le ministre chargé de l'énergie. Cet arrêté définit également la liste des pièces archivées par le demandeur qui sont tenues à la disposition des agents chargés des contrôles dès le dépôt de la demande de certificats d'économies d'énergie.

Pour les opérations engagées à partir du 1^{er} janvier 2015 et pour les opérations engagées avant le 1^{er} janvier 2015 dans le cadre d'un plan d'actions d'économies d'énergie agréé par le ministre chargé de l'énergie, la demande est adressée par voie électronique dans les conditions fixées par un arrêté du ministre chargé de l'énergie.

Une demande de certificats d'économies d'énergie porte exclusivement :

- soit sur des opérations standardisées ;
- soit sur des opérations spécifiques ;
- soit sur la contribution aux programmes mentionnés au deuxième alinéa de l'article L221-7 du code de l'énergie.

Tout demandeur de certificats d'économies d'énergie détient un compte auprès du registre national des certificats d'économies d'énergie.

Le demandeur de certificats d'économies d'énergie doit à l'appui de sa demande justifier son rôle actif et incitatif dans la réalisation de l'opération. Est considérée comme un rôle actif et incitatif toute contribution directe, qu'elle qu'en soit la nature, apportée, par le demandeur ou par l'intermédiaire d'une personne qui lui est liée contractuellement, à la personne bénéficiant de l'opération d'économies d'énergie et permettant la réalisation de cette dernière. Cette contribution doit être intervenue antérieurement au déclenchement de l'opération.

Le ministre chargé de l'énergie accuse réception de la demande. À compter de la date de réception

d'un dossier complet, le ministre chargé de l'énergie délivre les certificats dans un délai de :

1. six mois pour les demandes relatives à des actions concernant des opérations standardisées engagées jusqu'au 31 décembre 2014 et ne relevant pas d'un plan d'actions agréé par le ministre chargé de l'énergie et pour les demandes relatives à des opérations spécifiques ;
2. deux mois pour les autres demandes.

A défaut de réponse dans ces délais, les demandes sont réputées :

- rejetées pour les demandes mentionnées au point 1. du paragraphe précédent ;
- acceptées pour les autres demandes.

Article 7

Le volume minimal d'économies d'énergie susceptible de faire l'objet d'une demande de certificats d'économies d'énergie est fixé par arrêté du ministre chargé de l'énergie. Ce seuil peut être différent selon la nature des actions définies à l'article 2 du présent décret.

Par dérogation, tout demandeur de certificats d'économies d'énergie peut déposer une fois par année civile :

- une demande de certificats d'économies d'énergie dont le volume est inférieur au seuil précité portant soit sur des opérations standardisées, soit sur des opérations spécifiques ;
- ainsi qu'une demande complémentaire inférieure au seuil pour la contribution aux programmes.

Article 8

Pour la période visée à l'article 1^{er} du décret n° 2010-1663 du 29 décembre 2010 susvisé, le volume des certificats d'économies d'énergie délivrés dans le cadre des programmes définis à l'article L.221-7 du code de l'énergie, à l'exception des programmes de lutte contre la précarité énergétique, ne peut excéder 100 milliards de kilowattheures d'énergie finale cumulée actualisés.

Article 9

Les certificats d'économies d'énergie délivrés sont valables jusqu'à ce que se soient achevées depuis leur date de délivrance trois périodes de réalisation de l'objectif national d'économies d'énergie.

Chapitre II : Contrôles relatifs à la délivrance de certificats d'économies d'énergie

Article 10

Le premier détenteur d'un certificat d'économies d'énergie tient à la disposition des agents chargés des contrôles l'ensemble des documents commerciaux, techniques, financiers et comptables relatifs à la réalisation de chaque action, pendant une durée de six ans à compter de la délivrance du certificat d'économies d'énergie .

Les données techniques et financières relatives aux actions d'économies d'énergie peuvent lui être demandées à des fins d'évaluation du dispositif.

Les documents à archiver par le premier détenteur d'un certificat d'économies d'énergie sont définis par arrêté du ministre chargé de l'énergie.

Article 10-1

Les contrôles sont destinés à identifier les éventuels manquements liés à la délivrance de certificats d'économies d'énergie.

Article 10-2

Est considéré comme un manquement le fait pour un premier détenteur de certificats d'économies d'énergie d'avoir obtenu des certificats sans avoir respecté les dispositions du présent décret, notamment celles relatives aux opérations standardisées mentionnées à l'article 2 ou celles relatives à la composition d'une demande de certificats d'économies d'énergie mentionnées à l'article 6.

Article 10-3

Le ministre chargé de l'énergie notifie au premier détenteur de certificats d'économies d'énergie, la liste des opérations visées par le contrôle, ou le périmètre du contrôle défini par l'intitulé et la référence d'une opération standardisée, une zone géographique correspondant à un ou plusieurs départements, une période d'engagement d'opérations d'économies d'énergie, ou une période de délivrance de certificats.

Cette notification vaut mise en demeure d'adresser au ministre, dans un délai d'un mois à compter de la date de sa réception, pour chaque opération de l'échantillon contrôlé, les pièces justificatives fixées par arrêté.

Article 10-4

[article abrogé]

Article 10-5

[article abrogé]

Chapitre III : Sanctions applicables en cas de manquements liés à la délivrance de certificats d'économies d'énergie

Article 10-6

[article abrogé]

Article 10-7

I. Pour chaque opération d'économies d'énergie de l'échantillon mentionné à l'article 10-3, le ministre chargé de l'énergie établit le montant de certificats d'économies d'énergie correspondant en kilowattheure d'énergie finale cumulé actualisé. Si le ministre ne constate aucun manquement dans les éléments nécessaires à l'établissement de ce montant et si le montant de certificats d'économies d'énergie qu'il établit est supérieur ou égal à celui qui a été attribué, le montant de certificats d'économies d'énergie délivrés pour l'opération est confirmé ; dans tous les autres cas, il est ramené à zéro.

Si le premier détenteur des certificats d'économies d'énergie ne transmet aucune des pièces mentionnées à l'article 10-3 dans le délai imparti, le montant de certificats d'économies d'énergie délivrés pour l'opération est ramené à zéro.

II. La conformité de l'échantillon s'apprécie à partir de la somme des montants de certificats d'économies d'énergie de chacune de ses opérations, établis conformément aux dispositions du I du présent article. L'échantillon contrôlé est réputé conforme si le rapport entre la somme des montants de certificats d'économies d'énergie établis pour les opérations de l'échantillon et la somme des montants de certificats d'économies d'énergie délivrés pour les mêmes opérations est :

- pour les opérations engagées en 2012, supérieur à 91,5 % ;
- pour les opérations engagées à partir du 1^{er} janvier 2013, supérieur à 95 %.

Article 10-8

Lorsque l'échantillon n'est pas conforme, le ministre chargé de l'énergie met en demeure l'intéressé de transmettre, dans un délai d'un mois à compter de la date de sa réception, les preuves de la conformité réglementaire des opérations d'économies d'énergie pour lesquelles des manquements ont été constatés.

Simultanément, le délai prévu par l'article 6 est suspendu pour les demandes de certificats d'économies d'énergies déposées par l'intéressé et n'ayant pas fait l'objet d'une délivrance de certificats.

Si les opérations mentionnées dans l'échantillon contrôlé relèvent d'un plan d'actions agréé, le ministre chargé de l'énergie suspend ou retire l'agrément de ce plan d'actions d'économies d'énergie jusqu'à la mise en conformité de l'échantillon.

Article 10-9

Si les preuves de la conformité réglementaire mentionnées à l'article 10-8 ne sont pas apportées dans le délai imparti, ou si elles ne permettent pas de rendre conforme l'échantillon dans les conditions prévues à l'article 10-7, le ministre chargé de l'énergie peut prononcer une sanction pécuniaire.

Le montant S2 en euro de la sanction pécuniaire est calculé par application de la formule suivante :

$$S_2 = 0,04 \text{ euro} \times V_2$$

V_2 est la différence entre le montant des certificats d'économies d'énergie délivrés (en kilowattheure d'énergie finale cumulée actualisée) pour les opérations de l'échantillon contrôlé et le montant de certificats d'économies d'énergie établi par le ministre chargé de l'énergie, après production des preuves mentionnées à l'article 10-8.

En outre, le ministre chargé de l'énergie met l'intéressé en demeure de présenter dans un délai d'un mois à compter de la date de sa réception, les moyens qu'il envisage de mettre en œuvre pour éviter que les manquements constatés se reproduisent. Le cas échéant, le ministre chargé de l'énergie met l'intéressé en demeure de déposer dans un délai d'un mois à compter de la date de sa réception une demande de modification de son plan d'actions d'économies d'énergie en ce qui concerne les opérations standardisées d'économies d'énergie soumises à contrôle et mentionnées à l'article 10-3.

Le ministre chargé de l'énergie peut également prononcer le rejet des demandes de certificats d'économies d'énergie dont l'instruction a été suspendue, conformément au troisième alinéa de l'article 10-8.

Article 10-10

Si la demande de modification du plan d'actions d'économies d'énergie n'a pas été soumise dans le délai imparti, ou si cette demande n'est pas recevable, le ministre chargé de l'énergie prononce le retrait de l'agrément du plan d'actions d'économies d'énergie.

Article 10-10-1

Si lors d'un contrôle, il est constaté que plusieurs détenteurs se sont vu attribuer des certificats d'économies d'énergie pour une même opération, le ministre chargé de l'énergie peut prononcer à l'encontre de chacun de ces détenteurs une sanction pécuniaire. Le montant S3 en euro de la sanction pécuniaire est calculé par l'application de la formule suivante :

$$S_3 = f \times V_3$$

V_3 est le montant de certificats d'économies d'énergie (en kilowattheure d'énergie finale cumulée actualisée) que représente l'opération d'économies d'énergie ayant donné lieu à plusieurs délivrances de certificats d'économies d'énergie.

f est le prix moyen des échanges sur le registre national des certificats d'économies d'énergie pour les

douze mois précédant la date d'engagement des opérations ayant donné lieu à plusieurs délivrances de certificats d'économies d'énergie.

Chapitre IV : Dispositions diverses

Article 10-11

Les dispositions des chapitres II et III du présent décret sont applicables aux certificats d'économies d'énergie délivrés pour les opérations d'économies d'énergie engagées à partir du 1^{er} janvier 2012.

Article 11 [article inchangé]

Article 12 [article inchangé]